



SALAIRES, EMPLOIS, MISSIONS

LE 24 JANVIER,

ENSEMBLE ET DANS L'ACTION

POUR NOS REVENDICATIONS !

IL EN EST DES SALAIRES ...

Contraint de recevoir les organisations syndicales de fonctionnaires à la suite des mouvements de grèves et de manifestations des 18 octobre et 20 novembre, le ministre de la fonction publique, Eric WOERTH, ne concède que des annonces de méthodes et des mesures ne répondant en rien aux revendications des personnels.

S'engager sur le principe de négociations salariales annuelles et présenter le rachat de jours RTT et autres monétisations des Comptes Épargne Temps, comme des outils « de progression du pouvoir d'achat » ne sauraient en effet satisfaire les personnels de nos administrations.

Le ministre doit impérativement revoir sa copie et proposer des mesures concrètes en termes de rattrapage de la perte du pouvoir d'achat subie depuis l'année 2000, d'augmentation de la valeur du point d'indice et d'ouverture d'une négociation sur la reconstruction de la grille des rémunérations et des carrières.

... COMME DES EMPLOIS ET DES MISSIONS !

Le même ministre, dans toute la fonction publique comme dans son ministère, accélère et accentue les mises en cause des missions, des emplois et des moyens au travers notamment de la révision générale des politiques publiques.

Cette révision organise la casse, les abandons, les privatisations, les externalisations des politiques et des missions publiques y compris sous la forme de fusions d'administrations publiques de l'Etat.

Pour la Fédération des finances CGT et ses syndicats, les réformes en cours reposent sur une accentuation des logiques comptables de mise en cause des moyens.

Cette situation est inacceptable et les personnels doivent faire entendre plus fortement encore leur opposition à ces réformes, leurs propositions alternatives et leurs revendications.

Oui, il existe une autre logique de modernisation de nos administrations pour un meilleur service public de plein exercice et de proximité.

Tant pour la qualité des missions que pour les conditions de travail des agents; il demeure indispensable de revoir fondamentalement l'évolution des emplois et des qualifications.

La rémunération de nos qualifications, nos emplois comme nos missions ne sauraient ni se réduire à des coûts, ni servir de cibles aux politiques libérales qui veulent s'attaquer à l'intervention publique et la soumettre aux diktats des marchés.

La Fédération des Finances CGT et ses syndicats formulent des propositions et des revendications alternatives s'agissant :

- De l'évolution des politiques et des missions de services publics et d'intérêt général.
- Du maintien et du développement des services publics et d'intérêt général sur l'ensemble du territoire.

La Fédération des Finances CGT et ses syndicats exigent :

- Un plan pluriannuel de recrutement et de requalification des emplois.
- Une revalorisation significative des rémunérations, des pensions et des retraites.
- Un droit au départ à la retraite à 60 ans avec un taux de remplacement de 75 % de la rémunération perçue.
- Un droit au départ anticipé à la retraite pour les personnels exerçant des travaux pénibles et pour celles et ceux qui ont été, sont et seront frappés par des maladies professionnelles de type amiante.
- L'attribution des moyens budgétaires et financiers indispensables au bon fonctionnement des services et à une réelle qualité de vie au travail y compris s'agissant des politiques de l'action sociale, de l'hygiène et de la sécurité.
- Le développement des statuts, des droits et des garanties collectives des personnels, fonctionnaires, salariés de droit privé, non titulaires.
- Le développement des systèmes de protection sociale obligatoires et complémentaires. A ce titre, la Fédération des Finances CGT réitère sa demande relative au choix, à titre exclusif, de la MGEFI comme seule opératrice devant être référencée par les Ministres afin de mettre en œuvre la protection sociale des personnels, fonctionnaires, non titulaires, actifs et retraités, tant au titre de la santé que de la prévoyance.

**C'EST ENSEMBLE ET DANS L'ACTION QUE NOUS OBTIENDRONS
SATISFACTION SUR NOS REVENDICATIONS !**

**C'EST POURQUOI LA FEDERATION DES FINANCES CGT ET SES
SYNDICATS S'INSCRIVENT PLEINEMENT DANS LE PROCESSUS
D'ACTION INITIE PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES,
CGT, CFTD, CFTC, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA,
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**PLUS NOMBREUX, PLUS FORTS, MANIFESTONS
ET FAISONS GREVE LE 24 JANVIER 2008 !**

Montreuil, le 17 janvier 2008